

PRINTEMPS 1954.

Échec à de Gaulle : un retour au pouvoir manqué

Frédéric Turpin

Presses Universitaires de France | « [Revue historique](#) »

2001/4 n° 620 | pages 913 à 927

ISSN 0035-3264

ISBN 9782130517665

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-historique-2001-4-page-913.htm>

!Pour citer cet article :

Frédéric Turpin, « Printemps 1954. Échec à de Gaulle : un retour au pouvoir manqué », *Revue historique* 2001/4 (n° 620), p. 913-927.

DOI 10.3917/rhis.014.0913

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Printemps 1954. Échec à de Gaulle : un retour au pouvoir manqué

Frédéric TURPIN

Le 20 janvier 1946, Charles de Gaulle quittait la présidence du gouvernement provisoire de la République française (GPRF), espérant être rappelé au plus vite par des partis politiques qu'il jugeait, bien imprudemment, incapables de se passer de lui : « En partant sans me retourner – s'exclamait le Général – ainsi que je viens de le faire, et sans formuler explicitement la raison de mon départ – que chacun devine cependant –, il n'y a ni coup d'État, ni échec. Les événements indiqueront d'eux-mêmes pourquoi je suis parti. Les partis et le régime actuel se déconsidéreront chaque jour un peu plus aux yeux de l'opinion. Le fruit mûrira, tombera. »¹ En fait, le coup de poker gaullien échoua, du moins dans l'immédiat, puisqu'il fallut attendre 1958 pour que le général de Gaulle revienne effectivement aux affaires. Le tripartisme (PCF, SFIO et MRP) vit le jour et mit sur les rails la IV^e République.

Face à un régime, qui achevait de s'installer au début de l'année 1947, et qu'il condamnait, parfois très vertement², se posa alors, pour l'homme du 18 juin, la délicate question des modalités de son

1. Propos du général de Gaulle, 21 janvier 1946 (Claude Guy, *En écoutant de Gaulle. Journal. 1946-1949*, Paris, Grasset, 1996, 521 p., p. 38).

2. « Imaginez ces Messieurs ! Imaginez-moi cette volière ! Abrutis, harassés... Gouin, dans les corridors, accroché par des députés. Ce n'est même plus le gouvernement d'Assemblée : c'est le gouvernement de brasserie ! Le chef de l'État est prisonnier des partis, dont les chefs entrent et sortent librement de son bureau pour exercer leur pression, critiquer ses décisions et proposer leur liste » (Claude Guy, *op. cit.*, p. 41).

retour au pouvoir. Deux options paraissaient schématiquement s'offrir à lui : la voie légale, celle de la conquête électorale du pouvoir, ou le coup de force, avec toute sa palette de variantes. Le général de Gaulle trancha ce dilemme, si tant est qu'il n'ait jamais existé dans son esprit³, en faveur de la première solution. À cette fin, il créa, au printemps 1947, le Rassemblement du peuple français, sorte de machine de guerre ayant pour objectif fondamental de le ramener à la tête de la France. Mais, l'échec relatif des élections législatives de 1951 et ses conséquences mirent progressivement en lumière la faillite de cette tentative « républicaine ».

Au sein du RPF, une petite minorité de compagnons du Général n'avait jamais été vraiment convaincu par le bien-fondé de l'option choisie en 1947. La désagrégation en marche du Rassemblement reposait, à leurs yeux, la question du recours à des solutions plus « musclées ». Le débat était bel et bien ouvert : « Combien de fois – écrivait Jacques Foccart – ai-je entendu des hommes purs et durs, comme Roger Barberot, me dire : “Mais qu'est-ce que vous foutez ? Le pays en a marre. Le Général n'a qu'à parler !” ? Je leur rétorquais qu'il n'en était rien, que le pays n'était pas mûr, mais sans les convaincre. »⁴

Au printemps 1954, la France était en proie à une crise profonde dont deux aspects ressortaient particulièrement aux yeux des contemporains. L'affaire de la Communauté européenne de défense (CED) n'en finissait plus de diviser la classe politique et, plus généralement, les Français. En raison de la volonté américaine de réarmer la RFA face au danger soviétique, René Pleven avait élaboré un projet d'armée européenne intégrée. Il s'agissait surtout, au-delà des velléités d'intégration européenne, d'encadrer très solidement la renaissance de la Bundeswehr et de ne lui laisser aucune capacité de décision propre. Cependant, le traité de Paris (1952) impliquait pour la France d'importants renoncements de souveraineté qu'un nombre croissant de Français se refusaient à accepter. En ces mois de mai et de juin 1954, le débat autour de cette question, « la plus grande querelle idéologico-politique que la France ait connue probablement depuis l'affaire Dreyfus »⁵, faisait plus que jamais rage bien qu'un

3. Au cours d'un entretien avec Jacques Dauver, en 1953, le Général expliqua pourquoi il n'avait pas voulu conserver le pouvoir en 1946. Il lui dit, en substance : « Dauver, le 18 juin, ce n'est pas le 18 brumaire » (Archives orales de la Fondation Charles-de-Gaulle, témoignage de Jacques Dauver recueilli par Daniel Desmarquest, 1992).

4. Jacques Foccart, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, t. 1, Paris, Jeune Afrique/Fayard, 1995, 501 p., p. 74.

5. Raymond Aron, Henri Lerner (dir.), *La querelle de la CED*, Paris, Armand Colin, 1956, 216 p., p. 9.

temps éclipsé par le drame indochinois. En effet, depuis décembre 1946, les troupes de l'Union française menaient à plusieurs milliers de kilomètres de la métropole une lutte acharnée. La France y engloutissait la fine fleur de son armée et des sommes colossales. La situation s'était aggravée à la fin de l'année 1949 car la Chine communiste de Mao Tsé-toung épaulait désormais fortement les soldats d'Hô Chi Minh. Le corps expéditionnaire français avait alors essuyé son premier grand revers, en octobre 1950, à Cao Bang, sur la frontière sino-tonkinoise. Malgré l'aide matérielle et financière des États-Unis, la France s'épuisait en vain dans ce lointain conflit aux sombres perspectives d'avenir. En ce début d'année 1954, l'épilogue approchait. Sans réelle chance d'être secouru, le camp retranché de Diên Biên Phû subissait les assauts répétés des divisions du Viet-minh.

Au trouble et au déchirement profonds causés par l'épineuse question de la CED s'ajoutait donc l'émotion des Français qui suivaient, jour après jour, l'avancement tragique de la bataille. Cette crise aiguë, que la France traversait en ce printemps 1954, remettait singulièrement à l'ordre du jour le dilemme gaullien et gaulliste quant aux modalités du retour au pouvoir du Général. Le moment n'était-il pas enfin venu de « tenter le coup » ? En ces temps troublés, l'équation personnelle du général de Gaulle, l'« homme providentiel », n'apparaîtrait-elle pas comme la seule susceptible de sauver le pays ? Après avoir longuement hésité, le chef du RPF semble avoir finalement trouvé la conjoncture propice à son retour au pouvoir.

L'appel au peuple : la manifestation du 9 mai 1954

La conviction du général de Gaulle quant à son possible rapide retour à la tête du pays se fondait sur une analyse très pessimiste et émotionnelle du contexte de ce printemps 1954. À ses yeux, les nombreuses et graves difficultés qui assaillaient la France ne pouvaient guère être résolues par le régime en place. Ainsi, la chute du camp retranché de Diên Biên Phû, le 7 mai 1954, souleva l'ire du Général et de ses compagnons contre la IV^e République, taxée une nouvelle fois de criminelle impéritie : « C'est avec une surprise toujours renouvelée – soulignait un Jacques Foccart très en verve – que l'on mesure l'impuissance du régime – ou mieux son insanité (...) L'heure de la recherche des responsabilités viendra. Déjà, sur le plan militaire, on s'efforce d'orienter l'opinion vers une prétendue responsabilité des généraux. Comme si la conduite de la guerre n'était à l'échelon suprême affaire de gouvernement ! L'opinion ne

se laissera pas prendre cette fois à aucun alibi du genre Corap »⁶. Selon eux, la France méritait un tout autre régime, dirigé par un homme d'exception, Charles de Gaulle.

À cette option résolument tournée vers la personne du Général s'adjoignait une tactique qui consistait, depuis les premiers pas du Rassemblement, à dramatiser systématiquement la situation, afin de mieux faire sentir aux Français combien le recours à l'homme du 18 juin s'imposait. Une telle façon d'agir n'était évidemment pas du goût de ses adversaires politiques. Dans son fichier du militant n° 1 *bis*, de mai 1951, le Mouvement républicain populaire soulignait habilement la contradiction gaullienne et gaulliste qui existait entre les objectifs avancés et les moyens déployés : « Ce ne sont pas seulement les votes du RPF qui ont été toujours négatifs. Sa propagande tout entière n'a pour but que d'exaspérer les mécontents, jeter dans l'âme des citoyens le doute et le désespoir. C'est une tactique criminelle qui atteint l'esprit civique lui-même. Ce n'est certes pas avec des procédés de ce genre que l'on contribue au relèvement de la nation ! »⁷

De Gaulle et ses compagnons, à la faveur de cette conjoncture difficile et passionnelle, crurent le moment venu de faire appel au peuple. Ils sentaient, à juste titre, l'émotion soulevée, chez leurs compatriotes, par le sort tragique de la place forte de Diên Biên Phû. Mais, engagés dans leur lutte à mort contre la CED, ils voyaient aussi poindre un « renouveau nationaliste »⁸, synonyme d'espoir pour l'avenir. Le chef du RPF lui-même semble s'être convaincu de la réalité de ce vent nouveau, véritable « ouverture dans la muraille de l' "indifférence assoupie" des Français ». François Mauriac n'écrivait-il pas dans son *Bloc-notes* en date du 23 mars 1954 : « Pour l'Indochine, nos dictateurs auraient tort de se fier à tant d'indifférence, à cet excès d'ignorance. La dictature sans visage que subit la nation, cette dictature à tête de bœuf, comme je l'appelle, n'a pas tant de forces qu'elle puisse tenir contre un brusque soulèvement de l'opinion. C'est la dictature pendant le sommeil ; elle ne dure qu'autant que nous sommes endormis... »⁹ Or, depuis des

6. Le général Corap commandait la IX^e armée française qui fut enfoncée par les blindés de Guderian lors de la percée des Ardennes en mai 1940. Certains voulurent faire de ce général, taxé pour la circonstance d'incompétence, le responsable du succès allemand... (Éditorial de Jacques Foccart, *Lettre à l'Union française*, bulletin interne de liaison avec les dirigeants RPF d'outre-mer, n° 231, 29 avril 1954 ; Fondation Charles-de-Gaulle, fonds du RPF, RPF 603).

7. Archives nationales, fonds du MRP, 350AP93.

8. Olivier Guichard, *Mon Général*, Paris, Grasset, 1980, 459 p., p. 301 et 303. Il précisait : « Ce renouveau nationaliste était assez largement extra-parlementaire, bien que représenté au Parlement. »

9. François Mauriac, *Bloc-notes*, t. 1 : 1952-1957, Paris, Flammarion, 1958, 410 p., p. 63.

mois, le Général guettait cette occasion qui fait d'un homme l'artisan du destin. Ainsi, dès le 24 novembre 1953, il avait fait part à Louis Terrenoire, secrétaire général du RPF, de sa volonté d'organiser, si le traité d'armée européenne était soumis à la ratification du Parlement, « une manifestation publique. J'irai, par exemple, à l'Arc de triomphe, je demanderai à la police de me laisser la voie libre et je convierai les Français à venir protester avec moi »¹⁰. Son inquiétude grandissante à l'égard du devenir de la CED l'amena finalement, le 24 février 1954, à donner corps à son projet dont il fixa la date au 9 mai¹¹. Il l'annonça officiellement, à la grande surprise des Français et de nombre de ses compagnons, lors de sa conférence de presse du 7 avril 1954. Sa décision lui paraissait d'autant plus justifiée que quelques jours auparavant, le 4 avril, ce même lieu avait été le théâtre d'échauffourées au cours desquelles le ministre de la Défense nationale, René Pleven, et le président du Conseil, Joseph Laniel, avaient été conspués par des anciens combattants. Dans ces conditions, comme le soulignaient Olivier Guichard et André Astoux¹², n'était-ce pas l'occasion de montrer que cette colère pouvait, autour du général de Gaulle, au même endroit sacré, « se muer en ferveur », après « l'opprobre recueillie par Joseph Laniel et René Pleven » ?

Entre-temps, Diên Biên Phû tomba... le 7 mai. Fallait-il maintenir la manifestation prévue le surlendemain ? Le Général répondit par l'affirmative, persuadé que ce hasard malheureux de l'actualité servait ses nobles desseins. Assurément, il se montrait alors convaincu (ou feignait de l'être ?) de son prochain retour à la tête de la France. N'affirmait-il pas, en ce sens, à son entourage, le 8 mai : « Je reviendrai au pouvoir, je le veux (...) Je vais voir ce qui se passera demain, mais je crois qu'il y aura beaucoup de monde. Dans quelques jours je ferai une déclaration à propos de Diên Biên Phû ; puis s'il y a une crise ministérielle qui se prolonge, j'interviendrai. »¹³ Au vu des circonstances pour le moins troublées, le général de Gaulle pensait probablement que son heure était venue. Le succès foudroyant de l'abbé Pierre en février ne le confortait-il dans cette opinion : « Il a suffi qu'un homme agisse en dehors des chemins

10. Louis Terrenoire, *De Gaulle. 1947-1954. Pourquoi l'échec. Du RPF à la traversée du désert*, Paris, Plon, 1981, 331 p. ; p. 238-239.

11. Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 265.

12. André Astoux, *L'oubli. De Gaulle. 1946-1958*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1974, 485 p., p. 377. Olivier Guichard, *op. cit.*, p. 303. Notons que, selon Edgar Faure, certains gaullistes, comme Alexandre Sanguinetti, « s'efforçaient à la fois de surexciter et, comme on dit, de "récupérer" le mécontentement de certains milieux militaires » (Edgar Faure, *Mémoires*, t. 1 : *Avoir toujours raison... c'est un grand tort*, Paris, Plon, 1982, 691 p., p. 558).

13. Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 269.

officiels pour que les Français marchent, mais il y a fallu le froid. Sans le froid, pas d'abbé Pierre ! » Puis, sur un ton soudain plus grave : « Quand la France aura froid, je pourrai agir, moi aussi. »¹⁴

Le 9 mai, le Général se présenta donc, comme prévu, devant la tombe du soldat inconnu. Le dimanche était beau et ensoleillé. Mais, la grande foule n'était pas au rendez-vous de l'histoire fixé par Charles de Gaulle. Le chef du RPF ne demeura finalement guère plus de quinze minutes place de l'Étoile¹⁵. L'échec était patent. Pire, si la foule réunie paraissait insignifiante au regard des ambitions gaulliennes et gaullistes, la ferveur fut, quant à elle, de la partie. L'homme du 18 juin, visiblement mal à l'aise, perçut le danger : « Comme s'il redoutait de couvrir de son autorité des incidents possibles, le Général, non seulement ne s'attarde pas, mais il met une certaine hâte à s'en aller. »¹⁶ En effet, de Gaulle parti, certains « jeunes excités »¹⁷ tentèrent de donner à la manifestation une tournure tout autre : « Barberot, avec d'autres, était persuadé que cela se terminerait à l'Élysée. »¹⁸ Le départ motivé du Général et la présence d'un important service d'ordre mirent rapidement un terme à ces velléités. Quelques échauffourées se produisirent néanmoins. L'alerte avait été chaude pour le chef du RPF, qui avait bien failli perdre le contrôle de certains de ses fidèles. Signalons combien le ministre de l'Intérieur, Léon Martinaud-Déplat, et le préfet de police, Jean Baylot, avaient eux aussi pris très au sérieux cette manifestation. Ils n'ignoraient guère que le Général attendait beaucoup de monde sur la place de l'Étoile. En outre, les micros qu'ils avaient réussis à placer au siège du Rassemblement, rue de Solférino, les avaient conduits à penser que des préparatifs de caractère « nettement insurrectionnels », réalisés par le service d'ordre du RPF, pouvaient menacer la République¹⁹.

14. Entretien du général de Gaulle avec Louis Terrenoire, 10 février 1954 (Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 263).

15. Pierre Lefranc, *Avec qui vous savez. Vingt-cinq ans aux côtés de De Gaulle*, Paris, Plon, 1979, 317 p., p. 93. Claude Mauriac, *Aimer de Gaulle*, Paris, Le Livre de Poche, 1988, 638 p., p. 16. Olivier Guichard, *op. cit.*, p. 304. Jacques Foccart, *op. cit.*, p. 114. Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 270.

16. Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 271. Propos confirmé par Jacques Dauer (Entretien de l'auteur avec Jacques Dauer, 1996).

17. Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 270.

18. Jacques Foccart, *op. cit.*, p. 75. Louis Terrenoire écrit également en ce sens : « Rue de Solférino (siège du RPF), en fin de journée, je retrouve quelques compagnons encore fort excités, mais passablement déçus, parce que, disaient-ils, si on les avait laissés faire, ils auraient pris d'assaut l'Élysée » (Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 271).

19. Claude Angelli, Pierre Gillet, *La police dans la politique (1944-1954)*, Paris, Grasset, 1967, 396 p., p. 346-347. Claude Paillat, *Vingt ans qui déchirèrent la France*, t. 2 : *La liquidation*, Paris, Robert Laffont, 1972, 780 p., p. 437. Notons que, fort curieusement, les archives de la préfecture de police de Paris n'ont conservé aucun document sur cette manifestation.

Cette journée du 9 mai 1954 fut donc à marquer d'une pierre noire pour le général de Gaulle. Il avait cru le moment propice pour en appeler directement aux Français. Incontestablement, il avait surestimé la volonté réelle de changement de ses compatriotes. Sa démarche avait-elle été bien comprise par ses concitoyens ? À lire François Mauriac, le doute paraît de mise : « Quel silence, partout, dans cette France désarmée de 1954 ! Sur la dalle du soldat inconnu, nous devrions verser des larmes de sang ; car cet inconnu, c'est l'homme qui se tait aujourd'hui. »²⁰ Les gaullistes, dont le credo consistait à dresser de la conjoncture un tableau apocalyptique pour en faire porter la responsabilité exclusive sur le « mauvais régime », ne s'étaient-ils pas eux-mêmes faussement convaincus de la force de leur propos au point qu'ils en aient perdu la juste appréciation des choses ? Quant à la manifestation, sur quoi devait-elle concrètement déboucher ? Charles de Gaulle n'était certes pas mu par une volonté de putsch. Sa conversation, au matin du 8 mai, avec le général Ely, en porte notamment témoignage. En effet, après avoir dressé un tableau très sombre de la situation générale, il en avait appelé à l'armée pour « sauver la situation ». Interloqué par un tel propos, le chef d'état-major des armées n'avait pas pu s'empêcher de crier au « coup de force ». Le Général s'était alors opposé à cette idée sans toutefois s'en ouvrir autrement : « Les chefs de l'armée doivent venir vers lui et tout ira bien. »²¹ Mais, le général de Gaulle paraissait admettre le risque calculé que représentait une telle opération, afin de lui permettre d'enclencher le processus de son retour aux affaires. Louis Terrenoire, au cours d'une conversation avec Dominique Ponchardier, responsable national du service d'ordre du RPF, le 4 décembre 1953, nous livre probablement une partie de la réponse, en s'efforçant de « lui faire admettre que le coup de force devrait se borner à un coup de pouce prenant appui sur l'événement »²². Cette conception n'était-elle pas celle qui prévalait dans l'esprit du Général en ce 9 mai 1954 ? En tout cas, la conclusion de cet épisode ne souffrait d'aucune contestation : l'appel au peuple avait échoué. Il ne restait plus au chef du Rassemblement et à son carré de derniers fidèles, à l'instar de Jacques Foccart, Olivier Guichard et André Astoux, qu'à tenter de balayer la IV^e République par la seule voie parlementaire, en ouvrant une nouvelle crise gouvernementale, décisive, cette fois-ci.

20. François Mauriac, *op. cit.*, p. 87 (10 mai 1954).

21. Georgette Elgey, Jean-Marie Colombani, *La Cinquième ou la République des phraties*, Paris, Fayard, 1999, p. 29.

22. Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 241.

La voie parlementaire : le recours... à Pierre Mendès France

Lors de sa création, en avril 1947, le Rassemblement du peuple français se proposait de relever de ses ruines morales et matérielles la France. Mais pour ce faire, il fallait d'abord résoudre le préalable constitutionnel. Tant dans ses structures que dans sa propagande, toute l'organisation et l'action du RPF tendirent à mettre à bas le « mauvais régime ». Ce fut une lutte sans merci car les gouvernements de « troisième force » ne l'entendirent pas de la sorte et résistèrent du mieux qu'ils purent aux assauts gaullistes. Les élections législatives de 1951 se traduisirent par une victoire à la Pyrrhus du RPF. Certes le Général et les siens disposaient du groupe parlementaire le plus important du Parlement. Mais, le nombre de députés du Rassemblement s'avérait insuffisant pour espérer engager la refonte du système constitutionnel. Cantonnées dans des directives d'opposition systématique, les parlementaires RPF cédèrent progressivement aux sirènes de l'action gouvernementale. En mars 1952, 27 d'entre eux votèrent l'investiture de l'indépendant Antoine Pinay. Le mouvement de désagrégation du groupe gaulliste de l'Assemblée nationale était lancé. Le 6 mai 1953, le général de Gaulle, excédé par les « compromissions » de ses parlementaires avec le régime, leur retira sa caution et l'étiquette RPF. Le 26 mai, les députés, qui lui étaient restés fidèles, s'organisèrent en créant le groupe d'Union des Républicains d'action sociale (URAS). Il comptait alors 77 députés, sous la houlette de son secrétaire général, Jacques Chaban-Delmas. Ces parlementaires URAS n'hésitaient pas à faire montre de leur attachement à la personne et aux idées du chef du Rassemblement du peuple français. Ils revendiquaient même ouvertement l'étiquette « gaulliste » à défaut de ne plus pouvoir utiliser celle de « RPF ». Cependant que, dans le même temps, ils s'intégraient eux aussi, progressivement, dans les majorités gouvernementales, par ailleurs condamnées par le Général.

Ainsi, depuis l'arrivée à la présidence du Conseil de Joseph Laniel, à la fin du mois de juin 1953, les députés républicains sociaux²³ se comptaient, dans leur grande majorité, parmi ses plus fidèles soutiens et ce d'autant plus que certains d'entre eux participaient au gouvernement. Toutefois, cet appui initial s'effrita au fur et à mesure que le cabinet Laniel eut à affronter une actualité très chargée. Le premier semestre 1954 vit ainsi ces députés « gaul-

23. Jean Charlot, *Le gaullisme d'opposition. 1946-1958. Histoire politique du gaullisme*, Paris, Fayard, 1983, 463 p., p. 295-296.

listes » passer dans une opposition de plus en plus résolue au gouvernement en place. Il est vrai qu'à leurs yeux, le printemps 1954 revêtait un caractère décisif, à plus d'un titre, pour la France. Le poids des événements leur fit retrouver des accents gaulliens dans l'analyse d'un pays qu'ils jugeaient en pleine décadence. Il n'était pas rare d'entendre des comparaisons entre la France et le funeste destin de l'Empire romain. Ce parallèle avait d'ailleurs déjà été établi par le général de Gaulle lui-même au lendemain du spectacle « décadent » de l'élection présidentielle de décembre 1953 : « Le régime ressemble à celui de la décadence romaine, quand on élisait un cheval comme consul. »²⁴ Les termes de « redressement » et de « sursaut national » prenaient alors une terrifiante acuité face à une somme si destructrice de problèmes : crise indochinoise, crise de l'Union française, crise de la CED et, bien sûr, crise du régime. La chute du camp retranché de Diên Biên Phû mit là aussi le feu aux poudres et « ouvrit le bal » de l'opposition gaulliste parlementaire au gouvernement Laniel et, espérait-on, rue de Solferino, à la IV^e République.

Pour une majorité croissante de députés URAS, l'équipe de Joseph Laniel ne pouvait désormais plus guère prétendre disposer de l'autorité nécessaire, afin de sortir la France de l'ornière dans laquelle elle se trouvait. Un tel gouvernement n'était assurément plus qualifié pour mener à bien les difficiles négociations de Genève sur l'Indochine (qui débutaient le 8 mai). La conclusion s'imposait donc d'elle-même : « Il est certes toujours pénible – soulignait Michel Debré – de changer de cheval au milieu d'une course, mais il semble tout de même meilleur de le faire quand on sait que la monture dont on dispose n'a pas de chance d'arriver. »²⁵ Les gaullistes, qui harcelaient le gouvernement sans répit par une avalanche d'interpellations²⁶, concentrèrent tout particulièrement leurs tirs sur les responsables du drame indochinois.

Face à ces responsables qui se cachaient, les députés républicains sociaux s'en prirent, au-delà de la condamnation habituelle du « mauvais régime », aux hommes même du « système ». Les atta-

24. Entretien du général de Gaulle avec Louis Terrenoire, 6 janvier 1954 (Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 257).

25. *Les idées... les faits*, n° 2, juin 1954 : « Genève » par Michel Debré (Fondation Charles-de-Gaulle, fonds des Républicains sociaux, RS 8-9).

26. Citons, à titre d'exemple, l'interpellation du général de Montsabert « sur les conséquences que compte tirer le gouvernement des événements qui viennent de se produire en Tunisie et au Maroc, en corrélation étroite avec notre situation en Indochine, et ce, tant sur le plan politique pour l'avenir de nos protectorats, que sur le plan militaire où s'impose une réorganisation d'ensemble de nos forces d'intervention et de défense » (*Journal officiel de la République française*, Assemblée nationale, débats parlementaires, 2 juin 1954).

ques se firent en conséquence plus personnelles et visèrent, de manière privilégiée, le ministre de la Défense nationale, René Pleven. Il est vrai que les sujets d'opposition avec ce gaulliste historique, fourvoyé dans le « système » au point d'en devenir l'un de ses caciques, ne manquaient pas : « Quand nous entendons dire dans certains cercles politiques que peu d'hommes auront été aussi néfastes que lui, nous sommes bien loin de nous indigner. Comment défendre le détenteur des pleins pouvoirs en Indochine qui avait vanté Diên Biên Phû après s'être lavé les mains au lendemain de Cao Bang²⁷ ? L'homme qui a inventé l'armée dite européenne par pure facilité, pour éluder les réformes qui auraient redonné à la France les moyens financiers qu'exigeait notre participation au pacte atlantique, ne mérite aucune indulgence. »²⁸ Beaucoup de gaullistes, à l'instar du général de Gaulle, nourrissaient à l'égard de René Pleven une rancune tenace dont l'outrance de certains propos reflétait bien l'aspect passionnel : « Il pleure comme un veau ; mais c'est le sort des renégats de s'enfoncer dans l'abjection. »²⁹ Les assauts des compagnons du Général se concentrèrent également sur le président du Conseil, accusé de s'accrocher à tout prix à son poste alors que l'intérêt supérieur de la France exigeait, selon eux, son départ immédiat. Le gouvernement Laniel était alors fréquemment représenté sous les traits de Ponce Pilate³⁰.

Dans ce contexte politique, qui voyait les députés républicains sociaux retrouver le sens de l'opposition systématique d'avant 1952, le chef du RPF pouvait-il de nouveau nourrir des espoirs dans l'action de ces parlementaires qui se réclamaient aussi ouvertement de sa personne et de ses idées ? L'opposition résolue de ces députés, coupant court à toute nouvelle hypothétique formule de majorité à l'Assemblée nationale, pouvait-elle enfin ouvrir la crise du régime tant attendue ? Là encore, après des débuts prometteurs, le succès ne fut pas au rendez-vous. En effet, dans un premier temps, cette opposition croissante des députés URAS se traduisit par des votes de plus en plus négatifs à l'encontre du gouvernement Laniel. Ainsi, lors du scrutin du 6 mai, sur la question de confiance posée pour le renvoi de la discussion des interpellations sur l'Indochine, 28 parle-

27. Début octobre 1950, une opération de repli du dispositif militaire français de la frontière sino-tonkinoise avait tourné au désastre : 5 000 soldats de l'Union française avaient été tués, blessés ou faits prisonniers... René Pleven occupait alors le poste de président du Conseil.

28. *Le Rassemblement*, 10 au 16 juin 1954 : « Pinay, Pleven, Mendès France symboles de quoi ? »

29. Entretien du général de Gaulle avec Louis Terrenoire, 7 mai 1954 (Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 270).

30. Par exemple dans *Paris-Jeunes*, n° 29 du 1^{er} juin 1954 : « Sont morts et ont souffert sous Ponce Pilate » (Fondation nationale des sciences politiques, fonds Jacques Dauer, JD 9).

mentaires républicains sociaux se prononcèrent contre tandis que 37 l'approuvaient et 9 s'abstenaient. Au cours du scrutin du 14 mai, sur la même question, 42 URAS (sur 75) votèrent contre. La majorité du groupe, à la suite de la chute de Diên Biên Phû, venait donc de basculer dans l'opposition en refusant la confiance à Laniel. La tendance « antiparticipationniste » semblait désormais nettement l'emporter au sein du groupe parlementaire « gaulliste », ce qui faisait bien évidemment le jeu d'un éventuel retour au pouvoir du général de Gaulle. Le 9 juin, lors du scrutin sur la priorité à l'ordre du jour présenté par les députés Frédet et Raingard, en conclusion des interpellations sur l'Indochine, 54 républicains sociaux se prononcèrent cette fois-ci contre le gouvernement tandis que 19 le soutenaient et 2 s'abstenaient³¹.

L'opposition gaulliste parlementaire se fit surtout décisive lors du scrutin du 12 juin, qui fit chuter Joseph Laniel. 44 URAS votèrent contre le gouvernement tandis que 25 s'exprimaient encore en sa faveur et 5 s'abstenaient³². Il semble que la perspective d'ouvrir la crise gouvernementale, à un tel moment, ait fait reculer certains parlementaires « gaullistes », qui craignaient la politique du pire. Les ministres républicains sociaux avaient également, de nouveau mais en vain, activement soutenu la cause du gouvernement auprès de leurs collègues, au grand dam du Général et de ses plus proches compagnons, qui fustigeaient ces « compromissions » avec le « système » : « Au Palais-Bourbon, la journée a été sordide, car les ministres ex-RPF n'ont cessé d'user de tous les chantages pour sauver leurs portefeuilles. »³³ Ce qui restait de l'ancienne aile parlementaire du RPF et qui se déclarait encore, à l'envi, « gaulliste », se trouvait une nouvelle fois divisée sur la question cruciale de l'ouverture de la crise gouvernementale, préalable nécessaire à une éventuelle réforme des institutions. À l'évidence, pour ces « gaullistes », à qui le Général reprochait d'avoir goûté aux « jeux, poisons et délices » du système, le recours au chef du Rassemblement ne leur paraissait pas assez rassurant pour faire face à la vacuité politique. Il est vrai que cette idée de faire appel à l'ancien chef de la France libre, malgré l'activisme militant

31. *L'Année politique*, p. 28 et 534-535.

32. Parmi ces 44 députés, citons : Diomède Catroux, Raymond Dronne, Christian Fouchet, Pierre de Gaulle, Claude Hettier de Boislambert, le général Koenig, le général de Montsabert, Léon Noël, Gaston Palewski, Jacques Soustelle et Jacques Vendroux (*Journal officiel de la République française*, Assemblée nationale, débats parlementaires, 12 juin 1954).

33. Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 272.

34. Les parlementaires que l'on pouvait inscrire dans ce petit groupe n'étaient plus très nombreux. Notons, à ce propos, qu'au cours d'un déjeuner, le 3 mai 1953, le Général et son beau-frère, Jacques Vendroux, n'avaient « pointé », à ce moment-là, que 18 députés RPF dans la catégorie des « purs » ; les deux autres catégories étant constituées par les opposants potentiels et les hésitants (Jean Charlot, *op. cit.*, p. 294).

du noyau des fidèles irréductibles³⁴, relevait désormais bien souvent plus de la clause de style que d'une réalité souhaitée pour beaucoup de ces députés. Toute l'ambiguïté de ces derniers était parfaitement illustrée par l'attitude de Jacques Chaban-Delmas. En effet, tout en s'abstenant volontairement de prendre part aux différents scrutins des 14 mai, 9 et 12 juin, il fit, une fois la crise ouverte, à la sortie de consultations avec le président de la République, René Coty, une déclaration d'une orthodoxie gaulliste irréprochable : « Les circonstances dangereuses imposeraient un gouvernement de salut public, qui ne pourrait procéder que d'un sentiment d'union et devrait se réaliser par la constitution, autour d'un nom prestigieux, d'une équipe nationale établie sans considération de partis. »³⁵ Mais, elle ne fut suivie d'aucun effet. En fait, cette idée – le général de Gaulle ne se faisait guère d'illusions en la matière – était surtout véhiculée par les caciques non parlementaires du RPF et par l'équipe réunie autour de son journal, *Le Rassemblement*. Ils s'efforçaient de maintenir, contre vents et marées, leur confiance absolue dans la personne et le destin du Général³⁶.

Ce manque évident d'enthousiasme des élus URAS à l'égard du chef du RPF se concrétisa, le 17 juin, par l'investiture réussie du charismatique Pierre Mendès France. Ce succès ressortissait indéniablement à l'appui massif et décisif de 54 députés « gaullistes »³⁷. Sans leurs votes (et ceux des communistes), la majorité du nouveau président du Conseil n'aurait été que de cinq petites voix... Le général de Gaulle, déjà très amer quant à l'évolution de « ses » parlementaires depuis 1952, qu'il accusait volontiers d'aller « à la soupe », ressentit douloureusement cette nouvelle trahison. « Ils m'ont quitté – s'exclamait-il – sous prétexte de me mettre au pouvoir... Même les meilleurs ne valent rien... Aucun d'eux, dans les circonstances présentes, qui s'y prêtent pourtant – et comment ! – n'a l'idée de porter à la tribune un témoignage authentiquement gaulliste »³⁸. Il « voyait pourrir et périr l'instrument de son retour au pouvoir. Il voyait – rapporte fort justement Olivier Guichard – des hommes qui

35. Cité dans Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 278.

36. Notons que Raymond Aron, alors en rupture de ban avec le mouvement gaulliste, dans un article du *Figaro* du 6 mai 1954 (« Suprême folie »), se prononçait avec force contre le renversement du gouvernement Laniel au moment où s'ouvrait la conférence de Genève sur l'Indochine. Le recours au général de Gaulle ne paraissait pas lui non plus le rassurer... (Raymond Aron, *Les articles du Figaro*, t. 1 : 1947-1955, présentation et notes par Georges-Henri Soutou, Paris, Éditions de Fallois, 1990, 1 418 p., p. 1210-1212).

37. Seuls deux députés républicains sociaux votèrent contre tandis que 14 s'abstenaient (*Journal officiel de la République française*, Assemblée nationale, débats parlementaires, 18 juin 1954).

38. Entretien du général de Gaulle avec Louis Terrenoire, 19 mai 1954 (Louis Terrenoire, *op. cit.*, p. 276).

s'étaient rassemblés sur ce seul objectif en poursuivre désormais d'autres, ou, pire encore, poursuivre les mêmes buts ultimes – une politique nationale, des institutions meilleures – par d'autres moyens que le recours à de Gaulle »³⁹. Sa tentative de retour à la tête de la France, par la voie parlementaire, échouait donc elle aussi, faute d'un groupe d'élus suffisamment unis derrière lui et animés par une opposition jusqu'au-boutiste à l'égard du régime en place. Il n'y avait décidément rien à attendre de la part de ces parlementaires « gaullistes », à la fidélité défaillante, qui venaient de rendre possible le sauvetage, pour un temps, de la IV^e République, en appuyant son nouveau recours, Pierre Mendès France. Le chef du RPF, ainsi délaissé par nombre des siens, qui ne paraissaient plus le considérer que comme un futur retraité « en dehors du coup », comprit combien les temps ne lui étaient vraiment pas favorables. La traversée du désert pouvait véritablement débiter...

En janvier 1946, l'homme du 18 juin avait cru que les Français et leurs représentants ne pourraient pas se priver de ses éminents services. Il attendit en vain son rappel. Sa tentative de retour au pouvoir par la voie légale se poursuivit avec l'aventure du Rassemblement du peuple français. Nouvel échec. La manifestation du 9 mai 1954 constitua un jalon important dans l'évolution personnelle du général de Gaulle quant à sa stratégie de retour aux affaires. En effet, son statut de recours suprême s'était érodée au fil des années de lutte politique. Sa légitimité historique s'était galvaudée, faisant de lui le leader, certes un peu à part, d'un parti politique comme les autres. Son image avait terriblement souffert des vicissitudes du RPF, en particulier des « compromissions » de ses élus avec un régime qu'il fustigeait par ailleurs depuis des années. Le rendez-vous manqué du 9 mai et ses suites parlementaires (le succès de Pierre Mendès France) furent perçus par le Général comme autant de preuves d'une nécessaire prise de distance ostentatoire avec la scène politique du moment. Une fois la victoire assurée contre la CED, le 30 août, le retrait s'imposa à lui. Il eut alors, à partir de 1955, tout le temps de méditer sur les hommes, son destin et les éventuelles modalités de son retour à la tête de la France.

Notons également combien cette manifestation du 9 mai 1954 et les perspectives qu'elle se proposait d'ouvrir ne sont pas sans similitudes avec les événements d'un autre mois de mai, celui de 1958. Seulement, l'ermite de Colombey, qui aura entre-temps fait oublier les péripéties du RPF, aura sans doute tiré les leçons de son échec

39. Olivier Guichard, *op. cit.*, p. 300-301.

de 1954. Il gèrera désormais, avec une maîtrise consommée, ces temps de crise où la légalité flirte avec l'illégalité. Il est vrai que le contexte, la guerre d'Algérie, s'avèrera beaucoup plus dramatique et dissolvant pour la IV^e République que le lointain conflit indochinois, qui ne toucha guère le pays, à l'exception de quelques moments paroxysmiques comme Diên Biên Phû. Les Français, dans leur grande majorité, ainsi que l'Armée, l'érigeront de nouveau, en 1958, en recours suprême. L'ancien chef du RPF, fort de son expérience et de ses vives désillusions du printemps 1954, laissera alors habilement certains de ses fidèles jouer avec le feu de la révolte à Alger, tout en s'en tenant à l'écart. Léon Delbecque, ancien dirigeant de la fédération RPF du Nord, sera ainsi envoyé par le ministre de la Défense nationale, Jacques Chaban-Delmas, en « mission » en Algérie. Il recevra de Jacques Foccart le « feu vert » tant attendu pour agir : « En fin de compte, la décision de dire à Delbecque "Vous pouvez y aller", c'est moi qui en ai pris la responsabilité ; je savais que cela correspondait à ce que le Général souhaitait, mais le Général ne m'aurait pas autorisé à le dire du tout, et quand Delbecque m'a posé la question : "Si on est au pied du mur, le Général sera là ?" J'ai répondu oui, bien sûr ! La seule chose pour laquelle je me suis battu après avec des gens qui venaient d'Alger, qui venaient pour voir le Général, c'est de leur dire : N'envisagez pas des débarquements ou autre chose, car à ce moment-là vous n'aurez pas le Général vivant, à Paris, le Général restera chez lui, il se fera tuer plutôt que de venir prendre le pouvoir de vos mains, ce qui fait que vous aurez une révolution sur les bras et la population contre vous. »⁴⁰ Les temps avaient bien changé puisqu'il ne s'agissait plus pour le général de Gaulle de se poster en première ligne, au milieu de la foule, sur la place du gouvernement général d'Alger... La manifestation du 9 mai 1954, avec ses prémisses de dérapages, avait porté ses fruits. Enfin, Charles de Gaulle sera servi auprès de l'Assemblée nationale et du gouvernement de Pierre Pflimlin par un groupe plus restreint de parlementaires chevronnés et fidèles qui, cette fois-ci, ne se tromperont pas de « sauveur ». Aucun nouveau Pierre Mendès France ne viendra plus troubler la stratégie gaullienne de retour aux affaires. Nul doute que les leçons du printemps 1954 furent retenues par le général de Gaulle et les siens.

40. Archives orales de la Fondation Charles-de-Gaulle, témoignage de Jacques Foccart recueilli par Daniel Desmarquest, 1992.

Agrégé et docteur en histoire (*Le gaullisme et l'Indochine. 1940-1956*, Université de Paris IV - Sorbonne, professeur Georges-Henri Soutou, 1999, 1 237 p.), Frédéric Turpin a notamment publié « Le mouvement républicain populaire et l'avenir de l'Algérie. 1947-1962 » (*Revue d'histoire diplomatique*, n° 2, 1999) et « Cao Bang, automne 1950 : autopsie d'un désastre » (*Revue historique des armées*, n° 3, 2000).

RÉSUMÉ

Au cours du printemps 1954, la France de la IV^e République traverse une crise profonde : au trouble et aux déchirements causés par la querelle de la Communauté européenne de défense s'ajoute l'émotion des Français qui suivent les tragiques péripéties de la bataille de Diên Biên Phủ. Dans ce contexte de crise politique et militaire, le général de Gaulle et ses compagnons pensent que le moment de leur retour au pouvoir est proche. Pour y parvenir, deux options s'offrent à eux : en appeler au peuple en organisant une grande manifestation populaire ou bien la voie parlementaire qui consisterait à renverser le gouvernement Laniel. Quel que soit le cas de figure envisagé, la manœuvre doit aboutir à l'ouverture de la crise du régime et à sa refonte totale.

Mots clés : IV^e République, gaullisme, manifestation, guerre d'Indochine.

ABSTRACT

During the spring 1954, France was going through a serious crisis. Not only were the French subjected to the difficulties and rifts caused by the debate within the European Defense Community but also they were troubled by the tragic turns taken by the Diên Biên Phủ battle. Owing to those circumstances undermining the IVth Republic, General de Gaulle and his « compagnons » thought it was the right time for their return at the head of the government. In order to succeed they could either appeal to the citizens by organizing a huge popular demonstration or follow the parliamentary path which would draw down Laniel's Government. Whatever they would choose their purpose was to give rise to a political crisis and start a new system.

Key words : IVth Republic, gaullism, demonstration, Indochina War.